

Arrangements fiscaux fédéraux-provinciaux

Des voix: Bravo!

M. Epp: Cela étant dit, il serait faux de dire que les habitants de l'Ouest trouvent que tout va bien dans la Confédération. Il y a une forte désaffection chez les gens de toutes tendances politiques. Ils ont nettement l'impression d'être tellement éloignés des centres de décision qu'ils ne comptent pas pour grand-chose.

Peut-être avec le temps avons-nous développé un complexe d'infériorité, mais qu'importe la cause, il reste qu'il y a une certaine désaffection. Nous déplorons que les problèmes du chômage, de l'investissement, de la croissance et de l'expansion ne retiennent pas l'attention voulue, alors que le problème de la confédération tient le haut du pavé. On serait porté à croire qu'après 110 ans de notre histoire nous serions assez mûrs pour reconnaître que cette union est faite pour durer et que nous pouvons l'affermir.

● (2010)

Bien qu'il existe des mécontents dans l'Ouest, nous sommes toujours Canadiens. Nous pouvons critiquer, dire que quelque chose ne va pas dans la Confédération, ne pas approuver la centralisation des pouvoirs décisionnels du gouvernement ou de n'importe quel gouvernement, mais nous n'en sommes pas pour autant des fanatiques. Nous aimons profondément notre pays et désirons ardemment voir notre coin de monde se développer.

A mon sens, l'*Economist* qui parle de haine dans l'Ouest, s'exprime en termes un peu forts. Permettez-moi de citer l'article de M. Gwyn:

Le terme haine a quelque chose de spécieux, d'exagéré. L'indifférence, l'impatience, la colère, le mépris, sont des termes qui décrivent mieux l'humeur de l'Ouest.

Et je crois qu'il a raison.

Nous nous sentons non seulement mécontents, nous sommes courroucés. Nous croyons que personne ne nous écoute, que le gouvernement pense que nous ne sommes qu'un petit groupe et qu'il est inutile de nous prêter une oreille attentive. Monsieur l'Orateur, nous en avons assez de cette politique de courtier. Nous avons vu les régions du Canada se dresser les unes contre les autres. Si vous me permettez de faire une allusion biblique, je dirai que nous sommes comme les premiers apôtres, comme des voix qui crient dans le désert. Personne ne veut écouter.

L'Ouest reconnaît également qu'il ne participe pas suffisamment aux décisions prises par le gouvernement central, et cela se traduit dans les relations fédérales-provinciales. Je dis cela parce que les premiers ministres des provinces de l'Ouest s'en sont plaint également, mais on n'a rien fait pour y remédier. Les gestes symboliques ne nous suffisent pas. Nous voulons participer. Le gouvernement s'intéresse-t-il véritablement aux opinions de l'Ouest ou nous considère-t-il comme des gens qui vivent quelque part dans l'Ouest et ne cessent de se lamenter?

Que s'est-il passé depuis le mois de juillet 1973? Lorsque les libéraux ont formé un gouvernement minoritaire, le cabinet Trudeau était très inquiet de voir qu'il perdait son appui dans l'Ouest. Qu'a-t-il fait? Il a convoqué la Conférence sur les perspectives économiques de l'Ouest en juillet 1973. Ce fut un gros événement sur le plan publicitaire. On a beaucoup travaillé à cette conférence. Des exposés de principe ont été

présentés et nous, Canadiens de l'Ouest, espérons vivement voir naître de cette conférence la solution à certains de nos problèmes, voir l'Ouest participer davantage aux décisions du gouvernement central. Malheureusement, il n'y a guère eu de changement. En 1974, le gouvernement a été réélu à la majorité, et toute les promesses faites lors de la Conférence sur les perspectives économiques de l'Ouest ont été oubliées.

Chose curieuse, les vues qu'ont exprimées les premiers ministres de l'Ouest à la conférence fédérale-provinciale qui vient de se terminer étaient pratiquement les mêmes que celles qui ont été exposées à Calgary en juillet 1973.

La liste des préoccupations est longue, et j'en mentionnerai quelques-unes. Le député de Churchill (M. Smith) n'a cessé de réclamer l'amélioration et un usage accru du port de Churchill. Les agriculteurs de la Saskatchewan, ceux du nord-ouest du Manitoba et les membres de l'association de la route de la Baie d'Hudson ont demandé que le port de Churchill soit utilisé à pleine capacité. Mais le gouvernement n'a pas agi; il n'y a presque rien eu de fait. Les Canadiens de l'Ouest se plaignent depuis longtemps des tarifs qui s'appliquent aux produits agricoles et aux produits manufacturés. Nous espérons que les négociations qui se poursuivent à Genève dissiperont certains griefs qui restent sans réponse depuis longtemps.

Je n'entrerai pas dans les questions des tarifs-marchandises, parce qu'on en a parlé tant et plus; néanmoins, ce problème existe encore.

Si j'avais l'esprit de boutique, je parlerais longtemps du déménagement d'Air Canada de Winnipeg. Certains pensent que le déménagement de certaines installations d'Air Canada de Winnipeg à Montréal il y a huit ans a été oublié, qu'on n'a jamais remis en question cette décision. Au cours de la campagne électorale de 1974, le premier ministre (M. Trudeau) est venu dans notre région, et nous avons alors obtenu un hangar. Vous devriez voir le hangar maintenant, du côté ouest de l'aéroport. Oui, il est en construction.

M. Hamilton (Swift Current-Maple Creek): Quel hangar, Jake.

M. Epp: Oui, c'est tout un hangar. Le plus drôle, c'est qu'il n'est pas situé sur un terrain du ministère des Transports. Je crois que le ministère doit négocier avec celui de la Défense nationale pour avoir accès au hangar.

M. Hamilton (Swift Current-Maple Creek): Si on veut aller y faire des réparations, il faut 45 minutes pour se rendre de la base aérienne au hangar.

M. Epp: J'ai mentionné certains de nos griefs, mais rien ne nous montre que le gouvernement soit disposé à les entendre.

J'aimerais à présent soulever une autre question importante pour le pays. Certes, nous voulons développer nos industries d'extraction, mais en même temps il nous faut mettre au point une industrie secondaire mûre et viable, du point de vue économique. A cet égard j'aimerais que l'on inscrive les conclusions énoncées dans l'exposé du ministère de l'Industrie et du Commerce, à la conférence de juillet 1973. On y disait notamment: